

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Vol. 4/10

ÉCOLES PRIVÉES : LES ENSEIGNEMENTS DU CONTEXTE GENEVOIS



Novembre 2020
Near Future Laboratory

GRANDLYON
la métropole

NOVEMBRE 2020
Métropole de Lyon

■ **Coordination**

Nicolas Leprêtre, Eddy Maaroufi, Jean-Loup Molin (DPDP)

■ **Enquête, analyse, rédaction**

Near Future Laboratory et Sami Coll

■ **Réalisation**

Nathalie Joly (DPDP)

Illustration de couverture : AdobeStock

SOMMAIRE



INTRODUCTION.....	p.5
Analyse factuelle des enjeux	p.9
Enseignements pour la Métropole lyonnaise	p. 15
Comparaisons générales.....	p. 15
Points de vigilances, interpellations et recommandations	p. 16

INTRODUCTION



Historiquement, du fait de la tradition pédagogue héritée des Lumières et du protestantisme, la région lémanique francophone – et particulièrement Genève – a connu un développement d'écoles publiques et privées remarquables pour un pays de cette dimension. Boarding schools, formations pour (futurs) diplomates, universités couvrant un spectre plus ou moins large, écoles à pédagogies alternatives sont ainsi très présentes. À l'échelle de l'enseignement supérieur, ce phénomène est également important, avec des succès plus ou moins importants selon les structures.

Si les universités publiques locales (Université de Genève, Haute École de Suisse Occidentale, Graduate Institute) jouissent d'une bonne réputation dans les classements internationaux, mais aussi pour l'insertion professionnelle de leurs anciens étudiants, les universités privées ont pris ces dernières années un poids croissant. En particulier depuis les réformes de Bologne qui ont entraîné la mise en concurrence des universités. En Suisse, avec la Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine des hautes écoles (LEHE)¹, en vigueur depuis 2011, les institutions privées peuvent désormais être qualifiées pour obtenir l'accréditation de l'Agence suisse d'Accréditation et d'Assurance Qualité (AAQ)². Elles deviennent alors de possibles concurrents pour les institutions d'enseignement supérieures publiques, puisque leurs diplômes peuvent alors avoir la même valeur³. En Suisse, les conditions d'accréditation, décrites dans l'article 30 de la LEHE sont claires et correspondent aux critères suivants :

1. **Offre** d'un enseignement, d'une recherche et des prestations de services⁴ dans plusieurs disciplines ou domaines d'études ;
2. **Qualité** de l'enseignement, de la recherche et des prestations de services et une qualification appropriée de son personnel (respect des conditions d'admission des élèves, une organisation efficace, égalité des chances, droit de participation) ;
3. **Garanties** suffisantes pour assurer la pérennité de l'institution.

Sur la base d'une enquête à propos du cas genevois, l'objectif de cette mini-étude consiste à décrypter les ressorts du développement de l'enseignement privé sur ce territoire. Plus spécifiquement, il s'agit de proposer une typologie des formes en présence, et de décrire les forces et faiblesses de ces institutions, leur positionnement, mais également les problèmes ou points de vigilance notables à leur propos. Nous avons recensé pour cela un total de 19 institutions dans l'offre d'universités privées à Genève⁵. Le critère de sélection était dans le type de diplôme délivré : des bachelors, des masters, des doctorats ou, parfois, des certificats supérieurs dans un champ de recherche académique. Outre ces institutions, il en existe quelques autres qui n'ont pas été prises en compte, comme des écoles de langue ou des écoles offrant des formations professionnelles. Comme leur nom le laisse entendre, elles enseignent presque toutes en anglais, sauf quelques exceptions.

1. <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20070429/index.html>

2. <https://akkreditierungsrat.ch/fr/accreditation-en-suisse/>

3. À notre connaissance, il n'y a pas de collaborations entre les institutions publiques et privées, même si l'on trouve des enseignants des universités publiques qui enseignent dans les privées.

4. Entendu ici la réalisation de mandats et de prestations de services pour des entreprises publiques et privées, visant à fournir un contexte réel aux élèves dans leur projets, ainsi qu'à valoriser les recherches réalisées.

5. United International Business Schools, Geneva Institute of Geopolitical Studies, Geneva Information Technology Institute, E.coli de Management et de Communication, University of Business and International Studies, International Hospitality & Business School, International Management School Geneva, EU Business School Geneva, Geneva Business School, International University In Geneva, IFM Université - Institute of Finance and Management, Webster University Geneva, Créa Genève, IPAC Design, ISG Luxury, The Football Business Academy, Geneva School of Diplomacy and International Relations, Université Wesford Genève, UMEF University.

Suivant leur positionnement, ces 19 « universités » peuvent être réparties en cinq catégories :

1. Généralistes : offre plusieurs types de formations indépendantes.

2. Spécialisées :

- a. Gestion : formations uniquement en business, management ou finance, avec parfois spécialisation sur les marchés du luxe ou de l'événementiel ;
- b. Relations internationales : formations essentiellement en diplomatie, en lien avec l'écosystème genevois autour des agences onusiennes ;
- c. Design et développement web ;
- d. Sport et management du sport (ex. métiers du football), en lien avec les associations sportives internationales de la région (UEFA, Fifa).

Les cinq catégories décrites ci-dessus correspondent à un ensemble de conditions économiques et sociologiques propres à la région genevoise. Les institutions d'enseignement supérieur spécialisées se sont construites en lien avec la demande, ou les promesses éventuelles, de l'écosystème local de grandes entreprises (horlogerie, marques de luxe, départements marketing des sièges internationaux), de PME (agence de communication, développement web ou de design), d'organisations internationales (agences onusiennes et du monde du sport) et d'ONG (humanitaire et autres). Cependant, et c'est un phénomène remarquable, la banque, la haute finance et le négoce de matières premières, les métiers de la création horlogère ne sont pas présents dans ces écoles privées, étant plus « logées » dans des formations publiques (universités ou écoles professionnelles). Les écoles de notre échantillon représentent cependant une grande partie de l'économie locale ; elles visent en cela un recrutement en partie genevois (suisse romand et rhônalpin) tout en souhaitant attirer des candidats internationaux (en général enfant d'expatriés vivant dans la région)⁶. Elles sont en cela en concurrence avec l'université publique particulièrement bien cotée dans les classements internationaux (prix Nobel, dépôts de brevets, qualité des formations), de bonnes écoles publiques d'art et de design, d'ingénierie et de gestion qui sont en général en position de force.

Sur la base de cette analyse menée en janvier 2020, nous avons identifié une série d'enjeux décrits dans les pages qui suivent.

6. À notre connaissance, peu d'étudiants rhônalpins hors frontaliers, donc par exemple des lyonnais, viennent dans les établissements privés pour étudier, et exceptionnellement dans les organisations publiques (en général au niveau master et doctorat).



UN ÉCLAIRAGE SUR TROIS ÉTABLISSEMENTS GENEVOIS

Webster University

L'Université Webster correspond au campus suisse de l'Université éponyme fondée en 1915 à Saint-Louis dans le Missouri. Établie à Genève depuis 1978, elle compte environ cinq cents étudiants répartis en huit bachelors et six masters dans des disciplines telles que le management, les relations internationales, la gestion des systèmes de soins et de santé, l'informatique, la psychologie, la communication ou la photographie. Les enseignements sont basés sur l'organisation du système d'enseignement américain, et se caractérisent par la multidisciplinarité des programmes. Pour les mener, un groupe de professeurs permanents est épaulé par des intervenants ponctuels, provenant en partie de l'écosystème local d'organisations onusiennes et d'ONG. Marque de fabrique de Webster, les étudiants sont encouragés à compléter leur formation sur l'un des autres campus Webster basés dans neuf pays, sur quatre continents. Elle jouit en particulier d'une excellente réputation pour sa filière Relation internationale auprès de l'Onu, à rendre jaloux les organisations publiques telles que l'Université de Genève ou le Graduate Institute.

De par son mode d'organisation, la diversité de ses enseignements et son programme adossé au système universitaire nord-américain, Webster University montre comment une institution d'enseignement supérieur généraliste s'est progressivement mise en place dans les quarante dernières années à Genève. En s'insérant dans le tissu local, via ses enseignants et ses anciens élèves, elle est aussi un exemple du soft power étasunien, comme une tête de pont genevoise visant à s'impliquer dans les affaires internationales.

Créa Digital

Créa est une école privée genevoise active dans les domaines du marketing (luxe, sport), de la communication, du digital et de la direction artistique. Son positionnement de plus en plus poussé sur les questions numériques, et ses liens avec des acteurs publics/privés locaux et internationaux la font aborder des thèmes et des domaines nouveaux comme la blockchain, les techniques d'intelligence artificielle et la monnaie de Facebook, le Libra. Créa délivre des diplômes de bachelors, de masters et des certificats plus courts reconnus par les associations professionnelles suisses, des entreprises de certification (SGS) ou partenaires, mais qui ne constituent pas un diplôme de la confédération. Ils bénéficient cependant d'une autorisation d'exercer délivrée par le Département de l'Instruction publique du canton de Genève. Créa a intégré en 2014 le groupe français Insec, propriété du fonds britannique Cinven, lui donnant une dimension internationale, et permettant une mise en réseau de ses cursus avec les autres établissements du groupe.

Même si la direction de Créa Genève regrette la difficulté en Suisse à faire reconnaître et accréditer ses diplômes, cette école témoigne de la capacité des acteurs privés à :

1. Contourner ces contraintes pour rechercher des formes d'accréditations locales (État de Genève) ou professionnelles (locales et internationales),
2. Ouvrir plus rapidement que les universités publiques des formations sur des domaines nouveaux et prometteurs pour le marché local.

The Football Business Academy

Organisation de taille modeste et focalisée uniquement sur un diplôme de master, la Football Business Academy a ouvert en 2017. Elle a pour objectif de former ses étudiants aux métiers liés à l'écosystème socio-économique du football. Tablant sur le fait que Genève est un carrefour international, proche des institutions sportives que sont l'UEFA (Nyon), la Fifa (Zurich) ou le CIO (Lausanne), la FBA vise à démocratiser et professionnaliser les métiers liés à cette industrie qui pèse 30 milliards de francs par an. Après une année de formation, la trentaine d'étudiants formés à ce master suivent une série de modules, dont l'organisation est calquée sur le modèle reconnu de l'École hôtelière de Lausanne (formation pratique avec des acteurs du domaine, voyage d'études, activités favorisant une démarche réflexive en lien avec la pratique).

La FBA est un exemple notable d'une organisation petite et souple, qui vise un objectif pragmatique en lien avec l'écosystème local et international du sport. Elle illustre en cela la capacité d'acteurs privés à se mobiliser pour professionnaliser leur domaine par le biais d'un organisme de formation tourné vers le niveau master. Néanmoins, contrairement à beaucoup d'institutions qui ne communiquent pas sur le profil des enseignants, FBA propose une liste d'intervenants ponctuels et récurrents qui donne une touche plus personnalisée à la formation proposée.



FRAIS D'ÉCOLAGE

L'information sur les tarifs est plutôt transparente. Seules Créa, l'International University In Geneva, l'École de Management et de Communication et l'International Management School Geneva n'affichent pas leurs tarifs, mais les communiquent lors de demandes par email. Le tableau ci-dessous donne une idée générale, avec des universités plus officielles comme point de comparaison.

Universités	1 an de BA	1 an de MA	1 an de PhD
Harvard	42 000 €	42 000 €	
Columbia University	48 000 €		
EM Lyon	15-17 000 €	19-22 000 €	
IDRAC Lyon	27 000 €		
Emile Cohl Lyon		18 160 €	
Webster	31 000 €	35 700 €	
IFM Université	29 000 €	13 000 €	
EU Business School Geneva	25 500 €	23 600 €	17 900 €
Geneva School of Diplomacy & International Relations	25 500 €	30 000 €	13 000 €
Geneva Business School	22 700 €	20 000 €	15 600 €
United International Business School	22 500 €	39 900 €	
University of Business & International Studies	22 500 €	28 000 €	
The Football Business Academy		28 000 €	
UMEF University ⁷	20 000 €	21 000 €	6 100 €
Université Wesford	15 000 €	18 800 €	
International Hospitality & Business School	13 900 €	14 500 €	
Geneva Information Technology Institute	9 500 €	12 300 €	
Université de Genève (université publique) ⁸	950 €	950 €	60 €

ACCRÉDITATIONS ET RECONNAISSANCE

Dans un article du Temps datant du 25 février 2005, une représentante de l'unité Hautes écoles universitaires auprès du Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche déplore que « en Suisse, la terminologie universitaire n'est pas protégée. En principe, n'importe qui peut créer une école, lui donner le nom d'université, délivrer des "bachelors" et des "masters" qui n'en sont pas, adopter des titres ronflants qui ne reposent sur rien »⁹.

En 2020, tout du moins à Genève, rien ne laisse apparaître un franc changement, à part une liste impressionnante de 29 institutions d'accréditations affichées par les différentes universités. Au vu de l'acceptation par trois d'entre-elles (*International Accreditation Council for Business Education, Council for Higher Education Accreditation et Accreditation Service for International Schools Colleges*) d'universités confidentielles, la question de leur crédibilité et de leurs critères d'adhésion se pose inévitablement. Mais au-delà de leur valeur, quelle est la reconnaissance factuelle de

7. C'est la seule université qui adopte un prix discriminatoire selon l'origine de l'étudiant.

8. 65 CHF par an pour les bas revenus.

9. Fabienne Bogadi, « Pour survivre, les universités privées devront bientôt obtenir des accréditations reconnues par les cantons », Le Temps, 25 février 2005, <https://www.letemps.ch/economie/survivre-universites-privées-devront-bientot-obtenir-accreditations-reconnues-cantons>.

ces diplômes ? Est-il possible, par exemple, de faire un Master à l'Université Wesford si on a acquis un Bachelor à la Webster University ? Et à l'Université de Genève ? Difficile à vérifier puisque les admissions se font sur dossier.

Plus généralement, aucun des établissements n'a d'accréditation académique reconnue par la Conférence Suisse des Hautes Écoles (CSHE), institution qui laisse progressivement son rôle d'accréditeur à l'Agence suisse d'Accréditation et d'Assurance Qualité (AAQ). Seule une université privée helvète jouit de cette accréditation, la Franklin University au Tessin, contrairement aux principales universités publiques de Suisse romande.

Parmi les institutions privées genevoises, la Webster University se distingue très nettement des autres, car, selon l'un de nos entretiens, elle est en passe d'obtenir ce sésame. Et en attendant ce moment qui va s'avérer crucial pour elle, la Webster University jouit déjà d'une accréditation reconnue aux États-Unis, la Higher Learning Commission¹⁰, et bien entendu dans son propre réseau d'universités aux États-Unis, ainsi que celle de l'Association suisse de Conseil (SGfB)¹¹ pour sa formation en gestion des systèmes de soins et de santé. On notera que pour obtenir cette dernière, elle doit faire exception sur la langue d'enseignement et adopter le français.

D'autres universités annoncent proposer des formations reconnues dans des listes d'universités principalement privées, mais parfois publiques, dans le monde entier. La University of Business and International Studies est la plus insistante sur ce point avec une liste de 36 universités partout dans le monde : Azerbaïdjan, Belgique, Chine, Égypte, France, Kazakhstan, Malaisie, Maldives, Myanmar, Nigeria, Tunisie, Émirats arabes unis, États-Unis, Vietnam, Royaume-Uni, Espagne. Mais c'est avec l'Université de Potomac (Washington DC) qu'elle est la plus insistante en proposant deux « dual Swiss/US » dans les bachelors et un dans les masters. Mais après vérification, l'Université de Potomac ne jouit que d'une accréditation, la Middle States Commission on Higher Education (MSCHE).

L'ABSENCE DE RECHERCHE ACADÉMIQUE

Parmi les critères de l'Agence suisse d'Accréditation et d'Assurance Qualité (AAQ)¹² qui délivre les certifications aux universités, il est exigé « que l'enseignement soit basé sur une recherche forte »¹³. Et l'auteur de l'article du Temps de 2005 d'ajouter que « la plupart des établissements privés n'en font pas ». Ce qui était vrai en 2005 le demeure également en 2020. Douze des établissements étudiés n'en font pas mention (les pages des enseignants ne décrivent que des généralités et non des publications). Quatre autres prétendent en faire, mais il s'agit d'une information erronée (citant vaguement des « comités scientifiques », dont le rôle n'est pas précisé, des travaux réalisés par les « Faculty Members » en dehors de l'institution, ou mentionnant des articles de presse généraliste comme des publications scientifiques contrairement aux critères de l'AAQ).

Seule l'*International Management School Geneva* mentionne l'existence d'une Chaire Mutations et Agilités, une Chaire Innovation Sociale et Économie Circulaire, et d'une Chaire Santé du Manager dont l'existence semble plausible. Elle donne plus de précisions que beaucoup de facultés d'universités publiques et apparaît conséquemment comme la plus crédible du lot. Faudrait-il encore analyser les

10. <https://www.hlcommission.org/>

11. <https://www.sgfb.ch/fr/>

12. <https://akkreditierungsrat.ch/fr/akkreditation-en-suisse/>

13. Bogadi, « Pour survivre, les universités privées devront bientôt obtenir des accréditations reconnues par les cantons ».



publications des chercheurs mentionnés. Enfin, la Webster University pêche par manque de communication car il s'avère, précisément pour remplir les critères exigés par la AAQ, qu'elle en fait depuis longtemps, et à l'interne. Il faut en effet faire la distinction entre la recherche institutionnelle et la recherche menée par les membres à temps partiel des chargés de cours. Le fait de citer cette dernière dans les activités de recherche d'une institution semble être une pratique plus que discutable.

Pour autant, l'absence d'activités de recherche n'est pas rédhibitoire, comme le montre les cas de Créa ou de la Football Business Academy, qui délivrent des formations vraisemblablement pertinentes au vu de l'insertion de leurs étudiants dans l'écosystème locale (entreprises, organisations internationales).

LE PERSONNEL ET LES FORMATIONS

La question de la composition du personnel facultaire ne jouit pas de la même transparence que les prix de l'écolage. Certaines (École de Management et de Communication, la *International Hospitality & Business School* et le *Geneva Technology Institute*) ne donnent aucune information. Sur la question des professeurs résidents, le bât blesse. Seules la Webster University peut se targuer d'avoir clairement des professeurs résidents, ainsi que la Football Business Academy avec 12 « full time professors ». Bien que le terme « campus » soit souvent utilisé, les autres universités fonctionnent plutôt sur le modèle d'une équipe administrative qui organise des cours avec des enseignants, ou des chargés de cours honoraires, dont l'emploi du temps et le niveau d'implication est très rarement précisé. Cependant, une telle configuration n'est pas forcément rédhibitoire puisqu'une telle structure peut tout à fait proposer des formations crédibles, comme le Créa (design, communication, développement web), mais qui a du coup dans le cas de cette dernière une très solide infrastructure administrative.

Lorsque l'on compare la taille de l'institution et le nombre de classes impliquées (cf. tableau suivant), il est permis de formuler l'hypothèse que certaines universités fonctionnent à flux tendu, en organisant des formations en fonction des nouvelles inscriptions¹⁴.

Nom des institutions	Étudiants	Bachelors	Masters	Certificats	Classes	Étudiants/ classe
Webster University Geneva	500	8	8	25	42,5	12
Créa Genève	450	4	5	8	21	21
Geneva School of Diplomacy & International Relations	91	1	2	4	7	
EU Business School Geneva	300	9	19	0	46	7
Geneva Business School	200	6	1	0	19	11
United International Business Schools	702	8	27	6	54	
International University In Geneva	200	6	6	1	24,5	8
IFM Université - Institute of Finance & Management	150	5	3	0	18	8
The Football Business Academy	27	0	1	0	1	27
Geneva Institute of Geopolitical Studies	39	0	0	6	3	

14. Nous avons constitué un tableau approximatif pour tester la crédibilité des institutions sur le nombre de classes supposément ouvertes et les étudiants par classe, lorsque son nombre est communiqué, soit par le site de l'institution, soit par le site de l'Association Genevoise des Écoles Privées (AGEP). Lorsque les sites des établissements n'indiquaient pas le niveau du diplôme (LMD), nous avons compté que les diplômés de trois ans correspondaient à un bachelor, ceux d'une année ou deux à un master, et une demi-année pour un certificat. Puis, pour les universités frileuses à communiquer leur nombre d'étudiants tant sur le site que sur le site de l'AGEP, nous avons pris les statistiques moyennes du nombre d'étudiants par classe multiplié par le nombre de classes pour avoir une approximation des effectifs globaux. Les chiffres en gras/bleu sont le résultat de ces calculs.

Nom des institutions	Étudiants	Bachelors	Masters	Certificats	Classes	Étudiants/ classe
Geneva Information Technology Institute	117	1	1	25	9	12
École de Management et de Communication	163	3	5	3	12,5	21
University of Business & International Studies	130	2	4	0	10	
Université Wesford Genève	221	4	5	0	17	
UMEF University	345	5	9	5	26,5	
International Hospitality & Business School	156	3	3	0	12	
International Management School Geneva	234	4	6	0	18	

Pour les universités qui communiquent leur nombre d'étudiants, l'effectif par classe est tout à fait plausible et cohérent (présence des chiffres dans la dernière colonne)¹⁵. Cependant, pour la majorité des universités qui ne le communiquent pas, il est parfois difficile d'imaginer que les lieux que nous avons visités correspondent à de tels effectifs.

L'INSCRIPTION DANS LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS ET LES ALUMNI

Certaines universités mentionnent une forte inscription dans le monde professionnel et en font leur principal argument marketing. La Football Business Academy va dans ce sens, en promettant que « 90 % des étudiants trouvent un travail dans les trois mois après l'obtention de leur titre ». Elle sera la plus précise, pour ne pas dire la seule en fait, en citant précisément tous ses partenaires, et en ayant l'honnêteté de distinguer les « contacts », des 20 partenariats actifs où les étudiants vont faire des stages et peuvent trouver du travail. Les autres se contentent de listes, ou alors n'annoncent rien. Un résultat étonnement pauvre compte tenu du fait que c'est là qu'elles pourraient tirer leur épingle du jeu par rapport aux universités publiques. Quant au nombre de « partenaires académiques », il oscille entre 7 et 36, pour les 8 universités qui donnent un chiffre, et entre 2 et 80 pour celles qui communiquent des partenaires professionnels ou institutionnels, sans explication de la nature de ces liens dans les deux cas¹⁶.

La situation n'est pas plus reluisante du côté des alumni. La Webster University est la seule à mentionner un programme de mentorat qui pourrait être vraiment tangible s'il donnait plus d'informations, censé suivre les étudiants après leur formation. Mais au vu de sa timidité à annoncer les deux points exceptionnels dont elle pourrait se targuer (l'accréditation LEHE et la présence de recherche depuis des années), on peut suspecter qu'elle mène son travail, là aussi, de façon sérieuse.

15. Cohérent également avec les flux aux alentours des bâtiments.

16. L'IFM University mentionne 4200 alumni mais avec juste un formulaire qui invite les anciens étudiants à s'inscrire. La Geneva School of Diplomacy and International Relations cite Mikhaïl Gorbatchev, mais aussi l'ex-président de la Confédération Helvétique, une pléthore d'ambassadeurs, un prix Nobel de la paix, comme si ces institutions confondaient alumni et invités lors de soirées organisées dans leurs locaux.



CONCLUSIONS

Cette enquête à propos des établissements d'enseignement supérieur genevois privés témoigne de la diversité des situations. Ces dix-neuf institutions, quelle que soit leur focus, ne relèvent pas du même niveau de qualité académique. Si certaines (Webster University, Créa, Ipac, Football Business Academy) sont plutôt irréprochables, avec des infrastructures très développées, d'autres semblent beaucoup plus douteuses : amateurisme de la communication, photos d'étudiants tirés de base de données photographiques, absence de nouvelles ou de programmation événementielle sur le site web, campus trompeur ou peu identifiable et non-accessible à l'improviste, renvoi à des agences d'accréditation internationales peu connues¹⁷, inadéquation entre les effectifs mentionnés sur le site web et la dimension réelle des locaux lors de nos visites, etc.

- ▶ **Premier constat**, nous relevons donc une qualité très hétérogène des établissements, du fait du contrôle limité sur ces organisations. S'il est difficile de parler d'escroquerie, puisque des cours ont bien lieu dans ces institutions, nous avons des raisons de douter de la valeur des diplômes qu'elles délivrent, et donc de l'insertion professionnelle potentiellement hasardeuse des anciens élèves.
- ▶ **Deuxième constat** dans le cas genevois, ces institutions privées mettent en lumière l'existence d'un système d'enseignement parallèle aux structures publiques. Là où des écoles telles que Créa ou Ipac sont aussi tournées vers le marché local et francophone régional, les autres semblent attirer les enfants des (riches) familles expatriées. Apparaît alors un risque de constituer un système hors-sol, reposant sur un enseignement uniquement en anglais, à des prix élevés, et certifié par des organismes étrangers (nord-américain notamment).
- ▶ **Troisième constat**, ce système, et dans ses versions « réussies » comme avec Webster, noue de manière croissante des partenariats avec des institutions locales (organisations onusiennes, grandes entreprises privées...) ; au détriment progressif des universités et écoles publiques. De même, leur souplesse permet la mise en place rapide de formations plus courtes pour professionnels : certificats, par exemple sur les relations internationales à Webster ou cybersécurité avec l'Onu, ou management des technologies blockchain à Créa (en lien avec l'association Libra genevoise lancée par Facebook). Cette situation a par conséquent un effet en retour sur les universités publiques qui essaient de ressembler aux universités privées : anglicisation, décalque de programme de cours et des diplômes (notamment à la Geneva School of Management de l'Université de Genève), développement de formations plus courtes en formation pour adulte, mais aussi parfois, tentative d'obtention d'accréditations internationales pas forcément en phase avec les intérêts et traditions institutionnelles du pays.

17. On en vient même à se demander si certaines des agences d'accréditations qui osent leur délivrer un certificat ne relèvent pas de la contrefaçon, au vu aussi de nos recherches sur les propriétaires des sites web d'agences via une recherche « whois ». Peut-être même qu'elles s'autocongratulent entre elles. Par exemple, la Federation for Education in Europe qui encense l'Université Wesford Genève qui ne le mérite pas.



COMPARAISONS GÉNÉRALES

Du point de vue lyonnais, le cas genevois est intéressant en ce qu'il révèle un système d'enseignement supérieur différent, et qui ne semble pas connaître l'ébullition et les ruptures présentes en France. Notamment celles liées aux formes nouvelles de pédagogie collaboratives, ou d'organisations innovantes. À ce titre, il n'y a pas d'équivalent genevois d'écoles telles que Simplon ou LDLC, pas non plus de diversité de diplômes aussi larges que celles présentes à Lyon, et globalement un nombre d'institutions moindres ; et pas non plus d'établissements généralistes tels que l'Université catholique. Même si le Canton de Genève est moins peuplé, ces nuances s'expliquent par un système éducatif différent, dans lequel les universités et les écoles publiques sont en position de force.

Rappelons qu'en Suisse tout le système de formation dépend du secrétariat à la formation, la recherche et l'innovation qui dépend du Département Fédéral de l'Économie, et qu'il existe une coordination forte avec les entreprises réunies en branches ¹⁸. Celles-ci entretiennent des liens très forts avec les écoles publiques de formation professionnelle : discussion sur les diplômes et les programmes, leur nécessité et les liens pour l'économie locale et nationale, sollicitation d'intervenants enseignants, possibilité de travail et de stages, etc. En d'autres termes, l'importance toute relative d'organismes privés de formations par rapport aux forces en présence à Lyon montre moins une faiblesse des besoins genevois, que la qualité des liens entre structures étatiques et entreprises en Suisse, qui savent coopérer pour organiser le système éducatif.

De plus, les trois enjeux évoqués plus haut (qualité très hétérogène, existence d'un système « parallèle » et réussite de ces institutions privées au détriment des organisations publiques) ne se présentent pas exactement de la même manière à Lyon. Si les risques de formations de mauvaise qualité existent dans les deux villes, le fait d'avoir un système d'enseignement supérieur parallèle et très onéreux pour expatriés n'a pas d'équivalent à Lyon, puisque le contexte socio-professionnel des parents d'élèves n'est pas le même. Au-delà de ces questions, la comparaison des deux territoires montre par contre la difficulté, et le manque de maîtrise, dans la formation professionnelle supérieure en France ; puisque celle-ci semble plus massivement prise en charge par des établissements privés, alors qu'elle est mieux animée par les pouvoirs publics en lien avec les entreprises en Suisse. L'exemple genevois montre qu'il est possible de trouver un équilibre privé/public en lien avec l'économie locale.

En outre, la manière d'évaluer la crédibilité des établissements d'enseignement supérieur en Suisse interroge également en retour les institutions lyonnaises. Si les critères de certification sont généralement très proches entre les deux pays, l'importance donnée à Genève aux activités de recherche pour obtenir une accréditation d'université généraliste est une nuance intéressante. Celle-ci montre bien l'existence d'une barrière à l'entrée, d'un moyen de qualifier les établissements. Le déploiement d'activités de recherche implique en effet un investissement et une organisation très lourde à porter pour des établissements privés ; le cas de Webster à Genève en atteste, puisque seules les structures établies ailleurs, solides et avec une forte capa-

18. Par ailleurs, les réformes de Bologne n'ont pas encore provoqué de grands regroupements comme en France, même s'il y a eu des ajustements comme dans le cas de Créa racheté par un groupe français. Et concernant l'enseignement universitaire, il est moins répandu qu'en France, du fait de la qualité des formations professionnelles et de leurs débouchés.

citée à investir (comme une université nord-américaine) en sont capables. On retrouve cette situation à Lyon, avec les établissements confessionnels ou les écoles de commerce aptes à se lancer dans un tel investissement, alors que les petites écoles de communication, de commerce ou d'ingénierie à Lyon comme à Genève ne peuvent suivre cette voie.

Ce constat a ainsi deux conséquences :

1. Le critère « activité de recherche » peut être pertinent pour labelliser des établissements généralistes, et ainsi mettre la barre haute en termes d'exigences académiques.
2. La nécessité de pouvoir labelliser des structures sans activités de recherche, mais dont l'enseignement, en particulier professionnalisant, pourrait être de bonne qualité.

POINTS DE VIGILANCES, INTERPELLATIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette courte étude sur le cas genevois met en avant différents points de conclusion :

- ▶ L'importance de valoriser des expériences lyonnaises singulières et inexistantes sur un territoire pourtant dynamique comme la métropole genevoise (Simplon, LDLC, UCLy, etc.). Ce caractère innovant devrait être a minima reconnu (labellisé ?) et encouragé, par exemple dans des critères de soutien. C'est un point d'autant plus intéressant que ces établissements sont potentiellement attirants pour des étudiants suisses et genevois.
- ▶ Le caractère potentiellement repoussoir du système libéral suisse et genevois qui laisse s'installer d'un côté quelques établissements pertinents, mais une majorité d'établissements de qualité très disparate, voir discutable. S'il s'agit d'une leçon assez classique, nous avons ici un rappel que le simple « laisser-faire » ne suffit pas à créer un écosystème de qualité. C'est d'ailleurs un point paradoxal de notre enquête, puisque la Suisse a d'un côté une telle attitude pour les établissements privés, alors que l'enseignement public professionnel est au contraire très organisé et coordonné avec les entreprises.

Au lieu de stimuler les établissements privés, serait-il possible d'aider les structures publiques dans leurs liens avec les entreprises et leurs besoins ? Par exemple en aidant/réalisant des études de marché auprès de celles-ci et en aidant la constitution de programmes ou maquettes de diplômes plus adaptés dans les écoles publiques ?

- ▶ L'existence d'un établissement généraliste universitaire privé de notoriété croissante à Genève, et de la concurrence qu'il entraîne avec l'université originelle souligne l'importance de bien continuer à soutenir les structures publiques ; pas forcément financièrement, mais en l'aidant à jouer son rôle dans la Cité, auprès des entreprises et autres organisations. Il n'est donc pas souhaitable de placer les universités publiques en « tour d'Ivoire » et de laisser les structures privées collaborer avec des entreprises.



- ▶ L'établissement d'une typologie d'établissements supérieurs privés à Genève (initiative hors-sol/locale, généraliste/focalisée/très focalisée, fonctionnement en vase clôt/ouvert sur la cité) pourrait aider à étendre les catégories lyonnaises.

Ces différents points débouchent sur une réflexion plus générale quant aux modalités de complémentarité entre l'enseignement supérieur public et privé. L'exemple genevois montre que chaque territoire doit construire celles-ci en fonction des contraintes institutionnelles et du contexte local. Dans le cas lyonnais, cela pourrait signifier l'établissement de priorités et de critères de soutien aux structures privées.

Au regard de ce que nous avons vu dans le cas genevois, celles-ci pourraient prendre en compte les critères suivants :

- ▶ **Accréditations européennes et françaises** : afin d'éviter les possibilités d'escroquerie ou de contournement via des certifications extra-européennes difficiles à vérifier.
- ▶ **Équilibre** : suivant la construction d'une typologie comme celle mentionnée plus haut, il pourrait être pertinent de définir les efforts suivant une politique cohérente, par exemple soutenir un certain nombre de secteurs focalisés, en lien avec les enjeux économiques du territoire, ou soutien d'un équilibre entre telles ou telles initiatives locales et hors-sol.
- ▶ **Concurrence modérée** : importance de ne pas rentrer en concurrence trop frontale avec des établissements publics. Ce critère implique de saisir des seuils de complémentarité et de concurrence, potentiellement à construire en ligne avec des réseaux d'entreprises.
- ▶ **Coopération** : pour éviter la formation d'un « système parallèle », pourrait aussi figurer la nécessité de construire des liens avec les établissements publics : échanges d'expériences, événements grand-public, appel à projet de recherche commun lancé par la Métropole, etc., lesquels associeraient les établissements les plus innovants à des écoles, facultés ou laboratoires publics innovants.
- ▶ **Collectif** : suivant les écoles, la dimension « communautaire » pourrait être aussi un critère de soutien. L'existence et l'activité de réseaux d'anciens élèves, leurs relations avec d'autres réseaux de la métropole lyonnaise (en lien éventuellement avec Only Lyon) pourraient aussi être soit un critère, soit une piste à suivre.



WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

Métropole de Lyon
Direction de la prospective
et du dialogue public
20 rue du Lac
CS 33569 - 69505 Lyon Cedex 03